Case
FRC
547

APPEL

EN FAVEUR DE LA PAIX,

OU

LETTRE

A M. DUPONT, DÉPUTÉ DE NEMOURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

MONSIEUR,

VOUS venez de publier, sous le nom de *Considérations sur la situation politique de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne*, une exhortation à la guerre. Je vais, Monsieur, vous dédier mes raisons en faveur de la paix.

Vous avez hésité si vous communiqueriez vos réflexions *au roi et à ses ministres*, si vous les garderiez pour *la tribune de l'assemblée nationale*, ou si vous vous borneriez à les *rendre publiques*. Peut-être eût-il mieux valu

que ce doute portât sur les réflexions même, sur leur utilité, sur leur justice, et qu'avant de décider comment vous en feriez part au public, vous examinassiez si l'amour de la patrie, si le soin d'une réputation aussi justement que laborieusement acquise, vous permettoient de les admettre. Il s'agissoit, vous l'avez dit vous-même, *de la dignité, de la sureté, de la puissance, et de l'existence de la patrie* : en falloit-il davantage, pour vous inspirer quelque défiance sur la résolution que vous vouliez nous faire adopter, quelqu'examen des principes dont vous vous rendez l'apôtre, quelque doute sur les faits que vous alléguez pour les soutenir?

Sans m'asservir dans la pénible tâche de relever dans votre écrit, tout ce qui en seroit susceptible, je vais, Monsieur, suivre, à peu près, votre division. J'examinerai d'abord avec vous,

Ce que veut l'Angleterre ; ensuite,

Ce que doit vouloir la France.

Je jetterai, en passant, un coup-d'œil rapide sur vos assertions, sur votre système, et sur les conséquences qu'il auroit pour cette révolution, dont vous ne parlez pas, et dont tout bon François est intéressé à ne pas compromettre la stabilité ; car, avec elle,

la nation peut tout reconquérir, et, sans elle, quel fond la France peut-elle faire sur ses propres ressources ? La faux meurtriere du despotisme ne dessèche-t-elle pas tout ? et, si nous ne consolidons pas notre constitution, ne retomberons-nous pas plus misérables que jamais, sous la faux du despotisme ?

CHAPITRE PREMIER.

Que veut l'Angleterre ?

A VOUS entendre, Monsieur, on diroit que la nation Angloise ne subsiste que par la guerre; qu'elle ne respire que la guerre; que ses ministres, à qui vous ne refusez pourtant pas, ni de grandes lumieres, ni de grands talens, sont passionnés pour la guerre; et, comme il ne suffiroit pas de dire que les Anglois la veulent pour nous la faire vouloir à nous-mêmes, vous prétendez que c'est contre nous qu'ils dirigent leurs attaques; qu'ils ne font que commencer par nos alliés; et, qu'après les avoir accablés, ils ne se proposent rien moins que de nous *enlever nos colonies, de détruire notre marine et notre commerce, de ruiner nos ports, et de nous réduire à n'être plus qu'une puissance*

continentale. Voyons, Monsieur, si la force de vos preuves répond à la gravité de vos accusations.

Et d'abord vous donnez en cette occasion, à l'égard des Anglois, dans la même erreur où jadis ils tomboient à notre égard, lorsqu'ils accusoient le pacifique Louis XV d'aspirer à la possession de cette chimérique monarchie universelle que son devancier avoit si long-tems et si follement convoité. Leurs plaintes, fondées contre l'ayeul, étoient puériles et probablement affectées, contre le petit-fils.

On en peut dire autant, Monsieur, de celles que vous formez aujourd'hui contre les Anglois. Leurs rois précédens, nés au milieu de l'effroi qu'avoit causé Louis XIV, élevés dans les camps, étoient guerriers par habitude et par besoin, autant que par politique, ou par goût. Guillaume, qui n'entendoit que la guerre et la politique tracassiére de son tems, avoit donné le branle à la nation qui l'appella pour défendre sa constitution, contre le bigot Jacques II. Et, sans doute, rien n'étoit si facile, depuis que la phrénésie ambitieuse de notre *grand roi* avoit accoutumé l'Europe à nous regarder comme les oppresseurs nés de la liberté des autres peuples. Les deux premiers Georges ont suivi l'exemple

que Guillaume leur avoit laissé. La politique du présent roi d'Angleterre est bien différente. Depuis la paix de 1763, qui signala son avénement au trône, une seule guerre contre nous a troublé la paix de son regne; et, sans doute, Monsieur, vous conviendrez qu'il ne l'avoit pas recherchée. Les occasions, ou, si l'on veut, les prétextes, ne lui ont pas manqué. En 1768, notre invasion de la Corse; en 1771, la prise des îles Falkland par l'Espagne; en 1772, le bouleversement de la constitution Suédoise, opéré par notre argent et par nos intrigues; en voilà, sans doute, plus qu'il n'en falloit pour colorer trois guerres, pour peu que l'Angleterre y fût disposée. Mais lors même que cette disposition existeroit, l'issue de la derniere guerre, sa liaison frappante avec les succès brillans qui couronnèrent la précédente, auroient dû guérir les Anglois de cette manie guerrière qui, d'ailleurs, s'accorde si mal avec l'esprit de commerce. Le Canada, ajouté à l'empire Britannique, en 1763, a été le premier anneau de cette longue chaîne d'événemens qui, dix-huit ans après, en ont séparé seize provinces bien plus importantes. Pensez-vous, Monsieur, qu'un tel événement puisse être perdu pour un peuple sage? pensez-vous, qu'en voyant ainsi, par leur propre

expérience, le germe des plus grands revers dans les triomphes les plus éclatans, les Anglois n'ayent pas dû être ramenés à ces notions justes et saines qui, seules, peuvent assurer le bonheur des peuples ? N'avez-vous pas dès-lors entendu retentir, jusques dans Paris, ce vœu de paix et de bienveillance universelle que, non-seulement le roi d'Angleterre et ses ministres, mais la nation même, ont formé dès-lors en tant d'occasions ?

Vous avez très-bien observé, Monsieur, que le mot de *ministres* sonne mal aux oreilles d'un peuple libre, qu'il éveille naturellement sa défiance ; et de ce que nous sommes en ce moment assez peu rassurés sur les nôtres, vous avez conclu, qu'en parlant des ministres Anglois et de leur *passion pour la guerre*, vous parviendriez aisément à exciter de l'inquiétude contre leurs projets.

Mais, si ces ministres avoient réellement tant de *passion pour la guerre*, vous conviendrez encore que depuis sept ans qu'ils sont en place, il est assez étrange qu'ils ne l'ayent point satisfaite ; vous conviendrez que, s'ils avoient cette passion guerriere, ils n'auroient pas renoncé, par un traité exprès (le traité de navigation et de commerce auquel on dit que vous

avez eu tant de part et dont vous vous êtes rendu l'apologiste) au principal avantage que leur nation retiroit précédemment de la guerre ; je veux parler de ce brigandage maritime, réprouvé par la morale, mais autorisé sous le nom de lettre de mer, qui, si souvent, a devancé les ruptures, et rempli les ports d'Angleterre des dépouilles de nos commerçans.

Ceux qui connoissent les ministres qui gouvernent actuellement l'Angleterre, assurent que leur politique est uniquement tournée vers la paix, soit parce qu'elle est indispensable au rétablissement des finances et à la prospérité du commerce de leur patrie ; soit parce qu'elle seule, peut les maintenir en place, et que, sans elle, forcés d'imposer de nouvelles taxes sur un peuple déjà très-chargé, ils seroient bientôt odieux à la nation. Car vous observerez, Monsieur, qu'il n'en est pas de l'Angleterre comme il en étoit ci-devant de la France, où pour s'assurer, aux dépens des races futures, la popularité d'un moment, on a soutenu une guerre ruineuse, avec des emprunts, sans en assurer le remboursement par des impôts.

Pour prouver que ces ministres sont passionnés pour la guerre, vous dites *qu'ils dissolvent un parlement qui ne leur paroît point assez*

guerrier ; pour en former un autre qui ne leur refuse ni sang, ni argent.

Si vous lisiez, Monsieur, les papiers Anglois, vous auriez vu que le parlement qui vient d'être dissous étoit si loin de ne *pas être assez guerrier*, que, d'une commune voix, les deux chambres, sur les nouvelles des hostilités et des prétentions de l'Espagne, ont supplié le roi d'Angleterre, dans les termes les plus énergiques, de prendre des mesures efficaces pour procurer à ses peuples une éclatante satisfaction ; et que la chambre des communes, en particulier, l'a assuré de sa disposition à voter, pour cet objet, tous les subsides nécessaires. Preuve évidente que la dissolution du parlement est entierement étrangere aux prétendues vues hostiles du ministere Britannique envers la France.

Lorsqu'on veut pénétrer dans les vues secrettes d'une nation, il faut, Monsieur, s'informer de sa constitution et de ses usages. Si vous aviez pris cette peine, à l'égard de l'Angleterre, vous eussiez su qu'aucun parlement ne peut durer plus de sept ans ; et que, depuis la révocation de l'acte qui, sous *Guillaume et Marie*, rendit le parlement triénal, il est sans exemple qu'aucun parlement ait accompli le tems de sa durée légale ; parce que le roi, jaloux de son droit de

le dissoudre, ne veut pas le laisser affoiblir en attendant le terme marqué par la loi.

Avec quelque attention à des époques et à des faits connus de tout le monde, vous auriez su que le parlement dont vous parlez, convoqué au commencement de 1784, vient de terminer sa septiéme session; que sa dissolution est dans l'ordre des événemens ordinaires; qu'on l'attendoit généralement en Angleterre, dès le commencement de l'année derniere; qu'elle n'y a causé d'étonnement que pour avoir été si long-tems retardée, et qu'elle n'a pas le moindre rapport avec la présente brouillerie entre l'Angleterre et l'Espagne.

C'est principalement sur cette brouillerie que vos assertions sont véritablement inconcevables. Comment, c'est vous, Monsieur, qui appellez *contrebandiers* des vaisseaux Anglois, qui trafiquoient paisiblement avec des peuples Indiens, dont, avant les Anglois, aucune nation d'Europe ne connoissoit l'existence, et qui vivent à plus de quatre cent lieues de tout établissement Espagnol?

C'est vous qui supposez, qu'en formant des établissemens dans ces parages, situés entre le 48.me et le 57.me degrés de latitude septentrionale, l'intention de l'Angleterre

est de *s'assurer le commerce interlope du Pérou*, qui est entre la ligne et le tropique du Capricorne, c'est-à-dire, à près de treize cent lieues plus au sud ! De pareilles imputations se réfutent par leur propre absurdité.

Vous prétendez, tout aussi gratuitement, que l'Angleterre *veut forcer l'Espagne à un traité de commerce très-nuisible au commerce de la France et à celui de l'Espagne elle-même.* Mais quel est donc ce traité que l'Angleterre veut arracher par la force à l'Espagne ? Quelles en sont les conditions ? Veuillez, Monsieur, nous éclairer.... Est-ce un traité semblable à celui que l'Angleterre a dernierement conclu avec nous par votre entremise, et contre lequel l'intérêt personnel de quelques individus peu réfléchis, a réussi à élever la voix de quelques-unes de nos provinces ? Alors, Monsieur, vous sieroit-il de lui donner ces qualifications, à vous qui avez si bien développé les avantages de ce traité pour la France entiere;--à vous, qui avez si bien prouvé que *cette apparence d'opinion publique, défavorable au traité de commerce, n'étoit que celle d'une partie des fabricans de trois provinces, à qui l'inexécution des mesures prises par le gouvernement, et la négligence de la*

ferme générale ont fait éprouver un désavantage momentané ; -- à vous enfin, qui avez si victorieusement démontré, dans ce traité, le bien de notre agriculture, de notre commerce, et celui de nos fabriques elles-mêmes, dont le système prohibitif a si long-tems retardé les progrès ?

Si vous dites qu'il s'agit d'un traité d'un autre genre, d'un traité qui n'eut pas, comme celui-là, pour fondement, *la réciprocité et la convenance mutuelle*, d'un traité qui tendroit à procurer aux Anglois, en Espagne, une préférence et des avantages exclusifs semblables à ceux qu'ils ont obtenu en Portugal, par le traité de 1703, alors, Monsieur, permettez-moi d'attendre, pour croire à cette assertion, que vous en ayez fourni quelque preuve.

Les Anglois savent bien que ce n'est plus par des traités, moins encore par des traités forcés, que se forment entre les peuples des relations permanentes. Ils savent qu'il ne peut y avoir de liaisons vraiment intimes que celles qui sont fondées sur la nature des choses ; et que celle-ci repousse toute convention, dont la réciprocité, l'égalité et l'avantage mutuel ne sont pas les bases. La scission de l'Amérique, l'émancipation de l'Irlande, le relâchement de l'in-

fluence Britannique sur le Portugal, voilà, Monsieur, de grandes expériences ; et c'est nonobstant les leçons qu'elles donnent à des ministres *éclairés*, c'est dans ce siecle de lumieres et de philosophie, que vous accusez l'Angleterre de vouloir contraindre l'Espagne à un traité oppressif, à un traité qui ne laisseroit après lui que l'envie et le besoin de s'y soustraire ! Pensez-vous être bien judicieux avec de telles conceptions ?

Vous accusez l'Angleterre d'avoir des *amis dans notre capitale, dans nos provinces et dans tous nos ports, de se les attacher par un lien puissant.* --- Vous ajoutez que *le châtelet, la municipalité de Paris et les événemens de Marseille l'ont certifié à l'assemblée nationale.* Vous êtes trop modéré, Monsieur ; et puisque vous en étiez à des démonstrations de cette force, je m'étonne que ni la déclaration des noirs, ni les capucinades de Montauban, ni le massacre de Nismes, ni l'équipée du vicomte de Mirabeau à Perpignan, ne vous ayent pas paru dignes de passer aussi sur le compte des guinées d'Angleterre. Votre collégue, M. le Couteulx de Canteleu, n'y regarde pas de si près, lorsque, dans la déclararion qu'il a insérée dans le journal de Paris, au sujet de la lettre attribuée

à M. Hope, d'Amsterdam, contre les assignats, il affirme qu'elle étoit faite par des *gens soudoyés par les Anglois* : mais revenons.

Le châtelet, dites-vous, *la municipalité de Paris et les événemens de Marseille ont certifié* ces intelligences de l'Angleterre. A des assertions si tranchées, il n'y a, Monsieur, qu'un seul mot à opposer, et ce mot est une dénégation positive. *Jamais* la municipalité de Paris, ni son comité des recherches ; jamais la municipalité Marseilloise n'ont rien *certifié* de pareil. Quant au *châtelet*, je conviens que dans un discours prononcé dans l'assemblée nationale, au sujet des événemens du 5 octobre, le magistrat qui présidoit ci-devant cette compagnie, a hasardé quelques expressions qui annoncent, que s'il y a eu à cette époque des distributions d'argent, ce magistrat a cru qu'il étoit prudent de les attribuer à des étrangers. Mais qu'elles preuves, quels indices a-t-il donné que ces étrangers fussent des émissaires de l'Angleterre ? et quel ne seroit pas son embarras, ainsi que le vôtre, si vous étiez appellé par le ministre Anglois auprès de notre cour, ou par tout autre, à prouver la vérité de ces assertions inconsidérées ? Il seroit au contraire très-facile de démontrer, qu'autant l'admiration et la joie

ont été vives et universelles en Angleterre sur tout ce qui tient à notre révolution, autant les événemens auxquels vous faites allusion ont produit, tant sur le peuple Anglois que sur les ministres, et sur la cour même, une profonde et douloureuse impression.

La théorie des changes vous est si familiere, Monsieur, qu'il vous étoit naturel de l'invoquer à l'appui de vos assertions. *Le change s'est un peu relevé depuis quelque tems*; les négocians l'attribuoient à l'emission des assignats monnoie, à l'heureuse perspective qu'offroit l'adoption de cette mesure pour le rétablissement des affaires; les banquiers à la régularité annoncée des paiemens au trésor-royal; M. Necker, sans doute, à la cessation de ces considérables achats de blé, qui, tournant contre nous la balance du commerce, avoient tant contribué, selon lui, à le faire baisser. Vous êtes plus clair-voyant, Monsieur; cet amandement dans les changes est opéré, dites-vous, *par les écus, les louis et les ducats que l'Angleterre a fait répandre directement, ou fait verser par la Hollande, dans les lieux où elle l'a trouvé expédient pour ses intérêts.* J'admire avec quelle prudence vous vous en tenez à ces assertions générales, sans assigner d'époque fixe

à ces versemens d'argent. On pourroit cependant vous demander comment il arrive que les écus et les louis, répandus en septembre pour amener les événemens du 5 octobre, n'aient influé sur le change que neuf mois après?

Ici, Monsieur, vous me permettrez de vous rappeller ces imputations faites à l'Angleterre dès le commencement de la révolution, imputations non moins remarquables par leur indécence et leur absurdité, que par l'inébranlable assurance avec laquelle elles ont été faites. Un jour M. de Lally Tolendal voulant faire passer un emprunt de 30 millions que demandoit M. Necker, faisoit entendre que la France étoit menacée par les Anglois, que les déclarations réitérées de l'envoyé de cette puissance, ne devoient nous inspirer aucune confiance. Un autre jour, les Colons de Saint Domingue vouloient-ils nous intéresser en faveur de leur île? Nos Colonies étoient en danger. --- Les Anglois y avoient fait passer des fusils et des munitions de guerre pour faire soulever les Négres. -- Une de leurs escadres croisoit devant Saint Domingue. -- Cette précieuse Colonie étoit sur le point de passer, de gré ou de force, sous la domination Britannique. --- Lors de l'affaire de Toulon, on parloit encore d'une escadre An-

gloise qui croisoit dans la Méditérannée, et d'argent Anglois répandu parmi les ouvriers pour favoriser les soulévemens.

Tant d'inconsidération, tant de légereté, peuvent amuser un instant la malignité de ceux qui, par ces traits anecdotiques, aiment à juger de notre caractère national. Mais les hommes sages, les citoyens honnêtes en rougissent pour la nation ; leur justice se révolte de voir si légérement compromettre l'honneur d'un peuple voisin, et le nôtre propre, par des accusations qui ne portent sur rien, qu'aucun intérêt n'autorise, et qui n'ont pas même le léger mérite de l'à-propos.

Que sont en effet devenus tous ces bruits si industrieusement répandus par la méchanceté ou par la sottise, si avidement recueillis par l'ignorance, si propres à entrenir, entre deux nations faites pour s'aimer et pour s'unir par des nœuds indissolubles, les plus tristes et les plus injustes préjugés ? Ils se sont tous évanouis. J'ose vous annoncer, Monsieur, qu'il en sera de même de vos assertions.

Les vues que vous prêtez à l'Angleterre sont dignes des moyens par lesquels, selon vous, elle voudroit les réaliser. Son but « est d'essayer » si l'embarras passager de nos finances, si nos » troubles

» troubles intérieurs, si l'influence de ses agens, » si l'animosité de nos partis ne nous feront » pas renoncer à nos traités, et abandonner » nos alliés. Déjà elle a fait répandre que le » pacte de famille n'étoit pas obligatoire ; si » nous donnons dans le piege, si l'Espagne ne » plie pas, elle va accabler cette nation géné- » reuse, revenir par une guerre courte et vive, » au résultat commercial qui est le principal » but de son armement ; et ensuite, retomber » sur la France, dénuée à son tour du secours » de l'allié que nous aurions laissé perdre. -- Il » est tout simple, *ajoutez-vous*, que l'An- » gleterre aime mieux faire la guerre avec » l'Espagne et nous, l'un après l'autre, qu'avec » l'Espagne et nous réunis. Ce plan qui vous » paroît *manifeste*, vous l'appréciez, vous lui » rendez justice, Monsieur, en disant *qu'un* » *enfant en politique le verroit comme vous* ».

Elle est bien mal-adroite cette Angleterre ; ses ministres *éclairés* sont bien mal-avisés, s'ils ont contre nous les vues hostiles que vous annoncez. Pourquoi au lieu de commencer, comme vous dites, par l'Espagne, au lieu d'attendre que notre révolution soit consommée, notre constitution affermie, nos divisions appaisées, nos finances sur un pied respectable, notre crédit

restauré, au lieu d'attendre que l'ordre renaisse dans toutes les parties de notre administration, et que nous soyons forts de notre union et de notre harmonie, comme nous commençons à l'être de notre liberté ; pourquoi ne profitoit-elle pas de notre situation précédente, de ces embarras que, selon vous, elle a fait naître, ou qu'elle fomente à prix d'argent, pour nous porter ces coups auxquels vous voudriez aujourd'hui si étourdiment nous exposer?

Les prétextes se seroient présentés en foule pour colorer cette aggression. Rien n'est si aisé à qui veut la guerre, que d'attaquer en paroissant défendre ses droits : rien de si commun que ces ruptures, où l'ambition la plus effrénée, sous le masque de la modération, se plaint d'être forcée à la guerre par la mauvaise foi de celui qu'elle veut opprimer. Sans recourir à ces subterfuges, qui toujours en imposent plus ou moins aux yeux du public, il ne tenoit qu'à l'Angleterre de saisir l'occasion que lui offroient les iniquités commises par notre gouvernement à Tabago, en contravention manifeste au traité de paix qui nous en assura la possession.

Une île florissante quand nous la conquîmes, réduite aujourd'hui, par la tyrannie de nos ordonnateurs, à la moitié de ses habitans et de

sa culture, dont les colons ont été, non seulement vexés, ruinés par des exécutions arbitraires, par d'illégales confiscations, par des concussions inouies, mais encore forcés, par l'impudeur et le rafinement d'une cupidité que rien n'arrête, à ne pas payer leurs créanciers, parce que ces créanciers sont Anglois ! Quel sujet plus légitime de mésintelligence et de rupture, si l'Angleterre avoit contre nous les dispositions que vous supposez ? Au lieu de cela, le ministre Anglois, ce ministre *si passionné pour la guerre*, renvoye les plaignans à l'assemblée nationale ; il refuse à leurs instantes prieres les recommandations d'usage en pareil cas. « Si vous viviez encore sous l'ancien ré-» gime, leur dit-il, le despotisme qui vous » opprima vous opprimeroit encore. Mes re-» commandations alors vous seroient néces-» saires. Elles ne le sont plus sous l'empire de » la liberté. Allez, avec confiance, vers ces » hommes généreux qui l'ont conquise, et qui, » aujourd'hui, s'occupent à l'assurer. Fixez les » regards de l'assemblée nationale sur les exac-» tions dont vous fûtes les victimes. Espérez » tout de sa justice ».

Cette circonspection, de la part de l'Angleterre, s'est soutenue lors des soulevemens arrivés en

Picardie, contre les manufactures Angloises; la destruction d'une quantité considérable de marchandises de cette nation, introduites en France, sous la foi des traités, pouvoit fournir une occasion légitime à des plaintes. Les plaintes n'ont pas eu lieu.

Voilà des faits, Monsieur, des faits connus et notoires; vous ne pouvez y opposer que ces vains rapports des cafés ou de la bourse; ces plates spéculations de l'ignorance et des préjugés nationaux, misérables restes d'un despotisme qui ne s'affermit que par la guerre, et qui ne peut se rétablir que par elle; préjugés si déplacés dans la bouche de députés qui ont besoin de la plus grande sagesse et d'une inaltérable circonspection, tant il seroit affreux pour le royaume de mettre en péril l'œuvre dont ils sont chargés.

Mais, direz-vous, pourqnoi cet armement de l'Angleterre? Pourquoi ces mouvemens dans ses ports? Pourquoi cette escadre et ces préparatifs contre une puissance avec laquelle nous sommes si intimément unis? Si l'Angleterre n'avoit pas de dessein contre nous, se préparoit-elle, comme elle le fait, à attaquer notre allié?

Je me propose d'examiner bientôt avec vous, Monsieur, s'il est vrai que nous soyons allié des

l'Espagne, si un pacte destiné à serrer les nœuds qui unissent entre-elles les diverses branches de la souche de Louis XIV, est obligatoire pour la France, depuis qu'elle est une nation libre. Pour le présent, remontons aux causes de la querelle qui s'éleve entre l'Angleterre et l'Espagne; voyons de quel côté sont les torts, et laquelle de ces deux nations peut être considérée comme l'aggresseur.

Je suppose que la France eût consommé, depuis plus d'un siecle, des sommes immenses à la poursuite d'une grande et importante recherche; qu'elle eût fait, dans ce but, des expéditions multipliées, formé des établissemens dans des pays auparavant inconnus; ouvert à son commerce, à ses manufactures de nouveaux débouchés, et qu'à la veille de recueillir le fruit de ses dépenses et des travaux de ses navigateurs, elle se le vît enlever, à main armée, par une autre puissance; quels seroient, je vous prie, vos sentimens et ceux de tous les François? En est-il un seul qui ne regardât cette attaque comme une insulte faite à la nation? La restitution des vaisseaux pris, paroîtroit-elle une réparation suffisante pour la ruine d'un établissement à la formation duquel nombre de vaisseaux auroient été employés en divers tems?

Et quand, au moment où l'on demanderoit amiablement une satisfaction ultérieure, nous apprendrions que la puissance qui nous a ainsi provoqué est en armes, je vous le demande, Monsieur, fussiez-vous aussi pacifique que vous êtes aujourd'hui guerrier, hésiteriez-vous, en cas pareil, à conseiller un armement? Telle est, dans la querelle qui nous occupe, la position de l'Angleterre.

Personne n'ignore que, depuis plus d'un siecle, les navigateurs sont occupés à chercher, tant au nord-ouest qu'au nord-est de l'Amérique, une communication entre l'Océan Atlantique et la mer Pacifique. Le parlement Britannique a toujours accordé les plus grands encouragemens aux infatigables avanturiers qui se sont dévoués à ces importantes et périlleuses recherches, auxquelles vous avez, vous-même, souvent applaudi. L'ardeur a dû s'accroître, depuis que, maîtres du Canada et de la Baye-d'Hudson, et, par là même, des territoires les plus septentrionaux de l'Amérique, les Anglois se trouvent en possession de la latitude sous laquelle il est probable que ce passage peut être trouvé. Les diverses expéditions du capitaine Cook ont été faites en partie dans cette vue.

D'après les découvertes de cet habile, mais

infortuné navigateur, des négocians de Londres formèrent, en 1785, le plan d'une expédition pour établir un commerce constant et régulier entre la côte du nord-ouest de l'Amérique, et les côtes de la Chine, du Japon et des pays circonvoisins. Le gouvernement Britannique ayant approuvé cette entreprise, ces particuliers firent partir deux vaisseaux en septembre 1785, les firent suivre, en 1786, par deux autres, et, au printems de 1787, par un cinquieme, destiné à renforcer un établissement fait dans une île déserte, voisine du Cap de Horn, dans le but de rafraîchir les vaisseaux qui iroient d'Europe dans ces nouvelles régions : ce dernier vaisseau eut le malheur de faire naufrage après être arrivé à sa destination.

Les deux premiers vaisseaux arriverent à la Baye de Nootka, avec tout ce qui étoit nécessaire pour établir deux comptoirs, l'un à Nootka même, l'autre plus au nord. Delà ils se rendirent en Chine, puis en Europe, avec des cargaisons de thé.

Les deux autres vaisseaux arrivés en 1787, dans la Baye de Nootka, découvrirent que la côte au nord de Noorka, entre le 48.me et le 57.me degrés de latitude, prise par le capitaine Cook pour la continuation du grand con-

tinent de l'amérique, n'étoit dans le fait qu'un amas considérable d'îles, séparées les unes de autres par des canaux plus ou moins larges. L'un de ces vaisseaux pénétra plusieurs centaines de lieues dans la mer que cet amas d'îles avoit cachées au capitaine Coock, et qui paroît diviser en deux le vaste continent de l'Amérique septentrionale. En dirigeant sa course vers le nord-est, il parvint à environ 200 lieues de la Maison d'Hudson; mais, obligé de retourner à Nootka, et delà en Chine, pour ne pas manquer l'époque du marché, il ne poussa pas plus loin ses recherches. Sans cette circonstance, il est probable qu'il auroit découvert le passage qui unit la mer Atlantique à la mer du Sud, ou que, du moins, il seroit parvenu à apprécier la situation et la largeur de l'isthme qui s'oppose à cette jonction.

Arrivés à Canton, ces intrépides aventuriers s'aboucherent avec un autre navigateur Anglois, qui, prévoyant les avantages que présentoit le nord-ouest de l'Amérique, pour le commerce de Chine, avoit déjà fait, depuis les Indes, plusieurs voyages à cette côte. Ils calculerent ensemble leurs opérations; et, sentant la nécessité d'unir leurs capitaux, leurs ressources et leurs lumieres, pour une entreprise aussi vaste, ils formerent

une société, et convinrent d'expédier, immédiatement depuis Canton, trois vaisseaux à la Baye de Nootka.

Tandis que l'un des vaisseaux venus d'Europe par le Cap de Horn, y retournoit par le Cap de Bonne-Espérance, pour accélérer de nouvelles expéditions, les trois vaisseaux, que les associés s'étoient proposé de faire partir de Canton, mirent à la voile. Arrivés en 1788, à leur destination, ils s'occupérent, en diligence, à construire des bâtimens légers, tant pour la facilité du commerce avec les Indiens de ce nouvel Archipel, que pour pousser leurs découvertes au nord-est, du côté où ils soupçonnérent qu'ils trouveroient la Baye d'Hudson. Leur escadre étoit déjà forte de 4 vaisseaux, savoir : l'*Argonaute*, capitaine Colnett; l'*Iphigénie*, capitaine Douglas; *la Princesse Royale*, capitaine Hudson, chargée d'une forte cargaison de fourrures précieuses, et l'*Amérique du nord-ouest*, vaisseau nouvellement construit à Nootka, outre divers petits bâtimens, propres à la navigation de ces îles. Ils avoient encore tous les matériaux nécessaires pour construire la charpente d'un cinquiéme vaisseau de 200 tonneaux. A cette époque, l'établissement formé à Nootka réunissoit tout ce que l'industrie et le génie

commercial de la nation Angloise pouvoit suggérer pour le rendre régulier et permanent. Tout y étoit dans l'état le plus florissant et promettoit aux propriétaires les revenus les plus brillans pour leurs avances, lorsque l'arrivée de la flotte Espagnole vint mettre fin à leurs espérances.

La nouvelle colonie fut détruite ; tous les vaisseaux et bâtimens Anglois, avec leur équipage, tant Anglois que Chinois, faits prisonniers et emmenés à Mexico, avec leurs marchandises, leurs provisions et leurs munitions de tout genre. Ce qui caractérise plus particulierement l'esprit d'insulte, de la part des Espagnols, c'est qu'un vaisseau Américain qui se trouvoit dans la même Baye, ne fut point molesté, et que l'anniversaire de l'indépendance Américaine étant arrivé, les Anglois furent forcés à recevoir pavillon Espagnol et à voir célébrer cette fête sur leur propre bord --- Le capitaine Colnett, indigné de la captivité dans laquelle on le retenoit, en a perdu la raison ; le capitaine Hudson fut menacé d'être pendu ; et, si les équipages ont échappé aux travaux des mines, il paroît qu'ils en sont redevables à la certitude où étoit le gouvernement Mexicain, qu'une pareille insulte ne demeureroit pas sans vengeance.

Deux de ces vaisseaux ont enfin été relâchés ; l'équipage a eu permission de retourner en Chine, et delà en Europe. --- Mais l'établissement Anglois n'en est pas moins ruiné ; les avances énormes, faites par les propriétaires, totalement perdues ; et, si les prétentions de l'Espagne sont couronnées du succès, les fruits d'un siécle de travaux, de spéculations et de recherches, aussi pénibles que dispendieuses, faites par les navigateurs de cette nation commerçante, vont être perdus pour l'Europe entiere. Jugez vous-même, Monsieur, si vous avez eu raison de dire : *le sujet même de la contestation n'existe plus ; car l'Espagne a rendu les deux vaisseaux.*

Ce que vous appellez *un misérable commerce de pelleteries avec les sauvages*, est une des plus grandes et des plus heureuses idées qui jamais soient entrées dans des têtes commerciales. Il s'agissoit de pousser et de faire enfin réussir des découvertes géographiques, dont la nation Angloise, cette nation que vous dites si *loin d'être insensée*, s'occupe depuis un siecle ; il s'agissoit de résoudre le grand problême qu'offre le commerce de Chine à tous les spéculateurs commerçans, et de trouver les moyens de payer, autrement qu'avec du numéraire, cette

feuille précieuse qui fait une partie si considérable des jouissances du peuple Anglois. Les pelleteries achetées à Nootka, avec des draperies légeres du comté d'York, et des menues marchandises de Birmingham, les poissons pêchés et dressés sur la côte de Nootka même, les bois de construction et les diverses munitions navales qu'on peut en tirer, transportées en Chine, et dans les Indes, eussent produit, en très-peu de tems, des sommes suffisantes pour remplacer, en grande partie, les vingt millions de numéraire effectif que l'extraction des thés coûte annuellement à l'Angleterre.

Quant aux *6000 lieues* que vous dites qui sont nécessaires *pour l'achat de ces pelleteries, et aux autres 6000 lieues pour le retour*, votre calcul ne prouve autre chose, Monsieur, que le peu de soin que vous avez pris de vous instruire ; car l'établissement de Nootka, une fois fondé, et sa communication, avec la Chine, établie sur un train régulier, il ne sagissoit plus que d'une traversée d'environ trois mois (1)

(1) Il ne faut que trois semaines pour se rendre de Nootka aux îles de Sandwich que les Anglois ont découvertes, et où ils ont établi des liaisons de commerce et d'amitié avec les princes et les peuples du pays. Des îles de Sandwich en Chine, le passage est de six à sept semaines.

pour le transport des pelleteries de Nootka en Chine, (les mêmes vaisseaux peuvent rapporter, à leur retour, les assortimens nécessaires à ce commerce.) traversée bien peu considérable pour des navigateurs accoutumés à passer des années entiéres sur mer.

Mais de quel droit, lors même que ce commerce n'auroit dû procurer aux Anglois aucun avantage, l'Espagne s'est-elle arrogé l'autorité de le proscrire ? Où sont ses titres sur les contrées inconnues, dont, avant les Anglois, aucun Européen ne profana jamais les côtes ? Seroit-ce le *droit de possession* ? Elle ne *possede* rien sous cette latitude. Le plus septentrional de ses établissemens en est encore éloigné de plusieurs centaines de lieues : seroit-ce, comme vous l'insinuez, le chimérique droit d'une *premiere découverte* et d'une *prise de possession* réguliere ? ce droit n'est rien s'il n'est suivi d'une *occupation effective continuée*. D'ailleurs ce droit même fût-il réel, les Anglois seuls pourroient l'invoquer. C'est Cook, c'est l'immortel Cook, qui le premier aborda à la baye de Nootka ; c'est lui qui traça aux navigateurs, qui l'ont suivi, leur véritable position et les noms des lieux, depuis cette latitude jusques dessous le pôle. Les vaisseaux que l'Espagne a saisis, avoient eu la

gloire d'étendre encore et de perfectionner ses découvertes, puisque c'est à eux que l'on doit la connoissance du grand Archipel, dont ils se sont frayés la route. Long-temps avant ces intrépides navigateurs, le célebre Drake avoit découvert les pays situés entre Nootka et la Californie; il en avoit pris possession, sous le nom de Nouvelle Albion, pour la reine Elisabeth.

Le droit de *premiere découverte*, et le droit de *possession*, sont donc ici en faveur des Anglois. L'Espagne n'a d'autres titres à leur opposer, que ces fameuses lignes de *marcation* et de *démarcation* par lesquelles un pontife romain, il y a plus de deux siecles, partageant le globe entier entre les Portugais et les Espanols, comprit la mer du Sud dans le lot de ces derniers. Mais ces inepties d'un prêtre en démence et de deux souverains superstitieux, ne prouvent que la sottise des siecles passés. Depuis long-tèms les deux lignes tracées par Allexandre VI, ont été dérangées par les nations de l'Europe; nous avons eu nous-mêmes quelque part au dérangement; et ce n'est pas, sans doute, quand nous refusons au pape le droit de créer, de supprimer et de limiter des dioceses et des paroisses, quand nous établissons nos droits sur la base sacrée de la liberté des peuples, que nous irons verser nos tré-

sors et notre sang, pour soutenir que ce même pape a pu disposer du globe entier, défendre aux navigateurs des nations Européennes, de parcourir les mers qui l'entourent, et les priver du droit de commercer avec ces nombreux habitans.

La cause de l'Angleterre est donc ici celle de tous les peuples commerçans, celle de l'humanité entiere : car les Anglois ne vont pas dans ces parages lointains, comme jadis les Espagnols au Mexique, armés de la flamme et du fer, prêcher un dieu de sang; ils y portent les arts paisibles de la civilisation, le goût du travail et du commerce qui unit entre eux tous les peuples; ils y étendent les connoissances humaines; ils y ouvrent, aux nations Européennes, de nouvelles sources d'industrie et de richesses.

Observons que la destruction violente de ce pacifique établissement, faite par l'Espagne, porte tous les caracteres qui constituent une agression préméditée. Pour que les ordres de la cour de Madrid ayent pu parvenir au Mexique, pour qu'un armement suffisant ait pu s'y faire, pour que l'exécution s'en soit suivie et que la nouvelle en soit parvenue en Europe, il a fallu près de trois ans. Il y a donc trois ans, qu'en pleine paix, l'Espagne méditoit des hostilités contre l'Angleterre; il y a trois ans

qu'elle se préparoit à repousser par la force, la demande légitime à laquelle cette violation du droit des gens, devoit donner lieu !

Le fait justifie pleinement mon observation. Cette puissance que vous appellez si *généreuse*, et qui, sous divers prétextes, n'arma jamais pour nous défendre, qu'un ou deux ans après nous avoir laissé porter seuls tout le poids de la guerre; cette puissance qui vient de gréver nos marchandises de nouveaux impôts; cette puissance, malgré le délabrement de ses finances, le désordre de sa banque, et la négligence de sa marine, se trouve toute armée avant que l'Angleterre ait pu se douter de rien. Vingt-quatre vaisseaux de ligne et quatorze frégates, étoient en commission dans les ports Espagnols, long-tems avant que l'Angleterre pût être informée de ce qui s'étoit passé dans la baye de Nootka. En falloit-il davantage pour justifier, de la part de l'Angleterre, les armemens que vous lui reprochez avec tant d'amertume ? Et pouvez-vous, monsieur, avec quelque justice, attribuer à l'ambition, au desir de nous nuire, des préparatifs que ceux de l'Espagne rendoient indispensables ? Attaquée dans une possession précieuse, l'Angleterre négocie; elle arme seulement lorsque, menacée elle-même, elle ne peut plus différer de se mettre en défense

sans

Sans compromettre sa sûreté. Et si nous devons chercher un ennemi dans cet événement extraordinaire, ne sera-ce pas l'Espagne ? n'a-t-elle pas fait l'aggression ? n'est-ce pas elle qui trouble la paix dont nous jouissons ?

Quoiqu'il en soit, Monsieur, tels sont les faits. Ce que veut l'Angleterre ne peut plus dès-lors être douteux. Elle veut réparation, restitution, sûreté, liberté. Réparation pour ses sujets dépouillés par le plus odieux attentat. Restitution des choses dans l'état où elles seroient si ce brigandage n'avoit point eu lieu ; sûreté pour ses possessions envahies ; liberté pour son commerce dans toutes les parties du globe, dont les souverains légitimes ne lui ferment pas l'accès.

Il ne m'appartient point comme à vous, monsieur, de sonder les mystères des cours ; mais quand je vois l'Espagne préparer, de longue main, avec des moyens aussi foibles, des hostilités aussi éclatantes ; quand je la vois user envers les Anglois de cette même hauteur qui, sous Philippe II, souleva l'Europe contre elle, il m'est difficile de penser qu'elle ait seule imaginé cette inconcevable agression, et, s'il faut faire des conjectures, on peut en proposer de plus vraisemblables que les vôtres.

Oui, Monsieur, l'Espagne condamnée à la prudence envers les Anglois, n'a pu agir que par des suggestions ; et ces suggestions, nécessairement guerrieres, m'inspirent une défiance que tout bon citoyen doit partager. Viennent-elles des deux cours impériales ? rien n'empêche de le croire. On reconnoîtroit dans cet attentat, résolu depuis trois ans, avant qu'on put se douter de la révolution Françoise, on reconnoîtroit, dis-je, un des effets de cette grande confédération qui, après avoir menacé le repos de l'Europe, va peut-être conspirer aujourd'hui, contre tous les états où regne quelque liberté. Placés entre des puissances animées d'une égale ferveur pour le despotisme, et liées, autant par l'intérêt que par le sang, à ceux qui s'agitent pour le rétablir parmi nous, irons-nous leur prêter des armes, que, sans doute, elles ne tarderoient pas à tourner contre notre constitution ?

Alors, Monsieur, vos défiances se changent en crainte ; la constitution me paroît, vû l'union qui existeroit entre les mécontens extérieurs et intérieurs, plus menacée que jamais elle n'ait pu l'être, par les troupes qui, l'année derniere, environnoient l'assemblée nationale.

Et comment se défendre, à cet égard, des plus vives allarmes, en voyant tant de ressorts mis en œuvre pour nous engager à armer en faveur de l'Espagne ? Un ministre, lié à la cour de Madrid, où a il résidé, comme ambassadeur, qui plaide auprès de l'assemblée nationale, pour lui faire approuver des mesures et des principes qui, tendant à affermir l'Espagne dans ses prétentions, nous eussent inévitablement livrés aux ennemis de la constitution, si nous les avions adoptés sans précaution. --- Un ambassadeur qui, depuis long-tems, eût dû être rappellé de cette cour, comme suspect à la nation, qui l'est enfin, et qui, cependant, y prolonge son séjour : --- les agens du ministère, répandant dans les cafés, dans les papiers publics, dans les clubs, des dissertations qui tendent au même but. --- Joignez à cela, Monsieur, tout ce que l'autorité royale et ministérielle peut gagner à des préparatifs de guerre, dans un tems où la constitution n'est point encore achevée ; tout ce que cette constitution peut y perdre, si la guerre avoit réellement lieu entre l'Espagne et l'Angleterre, conjointement avec nous ; les prétextes, qu'elle offriroit à l'autorité, si elle étoit malheureuse ; les moyens qu'elle fourniroit, si elle étoit heu-

reuse, pour renforcer le pouvoir de la cour. Voyez la France, à peine libre, entourée de toutes parts de puissances faciles à inquiéter, par l'exemple qu'elle donne à leurs sujets, et qu'un puissant intérêt commun semble inviter à se réunir, pour étouffer, parmi nous, la liberté naissante; et dites-moi, s'il y auroit pour nous, quelque prudence à renoncer aux moyens que nous offre la paix de rétablir nos finances, et de consolider le grand œuvre de notre complete régénération ?

Seroit-on insensé, si l'on supposoit que l'Espagne, après nous avoir induit à un armement maritime, ne prolongeât son différend avec les Anglois, que pour attendre quel sera le succès des intrigues qu'on ne cesse de mener contre nous en Allemagne, à Turin et en Italie? Ces intrigues sont maintenant dans la plus grande activité; et l'Espagne, tout en continuant d'armer, fait entendre aux Anglois, que leur différend ne tient plus qu'à une question de droit, dont elle exige l'examen.

Cet état de suspension donne le tems dont on a besoin pour s'assurer du parti que prendront les souverains que nos princes absens cherchent à inquiéter sur les conséquences de notre liberté. Cette temporisation seroit impossible, si notre

ministere n'en étoit pas complice. On ne peut, sous aucun rapport, le regarder comme l'ami de notre constitution. Il n'est que trop vrai qu'on peut le soupçonner d'avoir profité de l'événement de Nootka, dont la cause tient, sans doute, à des combinaisons maintenant dérangées par la mort de Joseph II, et la révolte des Pays-Bas Autrichiens; et si la ligue contre la France pouvoit réussir, si l'on pouvoit faire entrer dans le royaume, des troupes Allemandes, Piémontoises, Espagnoles, etc. doutez-vous que les ministres n'aient espéré que nos vaisseaux de guerre se joindroient alors à ceux des Espagnols, pour soutenir les tentatives des mécontens?

La paix, entre l'Espagne et l'Angleterre, seroit bientôt faite. N'ayant aucun traité avec nous, les Anglois resteroient spectateurs d'un combat affligeant pour les vrais amis de la liberté, mais auquel on ne voit pas qu'il leur convienne de prendre part, ni pour, ni contre nous.

Leurs armemens sont considérables, je le veux; mais peut-on s'en étonner quand on voit les points nombreux que les Anglois ont à défendre, chaque fois qu'ils sont menacés; quand on voit que l'Espagne avoit de l'avance dans ses armemens, et les continue; quand on voit que

l'Angleterre, liée avec la Suede et la Prusse, pour s'opposer, en commun, aux succès de la Russie et de l'Autriche, peut-être obligé à soutenir ses amis sur la Baltique; ou à se déclarer contre la Russie; quand enfin, incertains sur les succès de notre révolution, ils peuvent douter du parti que prendroit notre cour pour achever de ruiner nos espérances Les peuples qui redoutoient les Romains, ne se croyoient jamais plus en danger que dans le tems où les patriciens craignoient pour leur aristocratie. Le despotisme, pourvu qu'il regne, ne craint pas d'avoir sous sa verge un peuple affoibli par la misere. Il feroit la guerre aux Anglois pour nous mieux ruiner.

Cette maniere d'envisager les circonstances extérieures, offre du moins plus de vraisemblance que l'inconcevable projet que vous supposez aux Anglois, de vouloir, PAR LA CRAINTE DE NOTRE CONSTITUTION, nous attaquer; et à cet effet, de commencer par une guerre avec l'Espagne, qui seroit suivie d'un traité après lequel les Anglois reviendroient sur nous, en nous laissant, comme vous voyez, le tems de consolider ce qu'ils craignent chez nous, ce qui, selon vous, leur donnant de l'ombrage, fait naître chez eux l'intention de nous affoiblir par une nouvelle guerre.

Je vous invite, Monsieur, et, avec vous, tous les François qui veulent être libres, à pénétrer plus avant dans les mysteres de notre cabinet, si mal d'accord avec l'assemblée nationale, pour s'assurer si nos ministres n'ont pas eux-mêmes soufflé l'Espagne pour prolonger un différend qu'elle a le plus grand intérêt de pacifier.

Quoiqu'il en soit, Monsieur, telles sont les apparences ; que s'il convient d'adresser une harangue vigoureuse à quelque cabinet Européen (ce dont je ne sens pas la nécessité, car les bravades ne conviennent ni au puissant, ni au foible), c'est au cabinet de Madrid qu'elle doit être adressée. Il a, dit-on, fait garnir les frontieres contigues à la Fsance, pour empêcher nos brochures de pénétrer en Espagne ; il n'y a pas loin de là au desir de pénétrer en France pour empêcher d'y faire des brochures, tandis que nous n'avons pas à craindre cette odieuse tyrannie de la part des Anglois.....

Je dois maintenant examiner *ce que doit vouloir la France.*

Cette question se divise naturellement en deux parties.

Que doit-elle vouloir pendant qu'elle travaille à sa constitution et à rétablir l'ordre dans ses finances ?

Que doit-elle vouloir lorsqu'elle aura mis en sureté ces bases autant nécessaires pour la sureté extérieure, qu'elles le sont pour la prospérité intérieure?

Je traiterai ces deux questions le plus succintement qu'il me sera possible dans les chapitres suivans.

N. B. Il est survenu à l'auteur de cette lettre des occupations qui l'ont forcé d'en retarder la suite. Il nous a paru que dans le moment actuel, où il est évident que l'aristocratie veut nous faire prendre le change sur nos vrais ennemis, et où d'anciennes antipathies peuvent nous tromper à l'égard des Anglois, nous devions nous hâter de publier la premiere partie de cette lettre. Nous publierons les autres dès qu'elles nous seront parvenues.